

La croissance de l'économie belge fléchirait à 1,3 % en 2019

En comparaison avec nos prévisions de septembre dernier, les estimations de croissance pour l'économie européenne en 2019 sont moins favorables. Dans ce contexte, nos prévisions de croissance pour le PIB belge en 2019 ont été revues à la baisse, de 1,5 % à 1,3 %. L'emploi continue toutefois de progresser sensiblement (+44 000 personnes), presque exclusivement sous l'impulsion du secteur marchand. Quant à l'inflation, elle ralentirait à 1,6 %.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques ne prennent en compte que les mesures dont les modalités d'application sont suffisamment détaillées.

Le ralentissement de la croissance économique de la zone euro est plus marqué que prévu ...

En 2018, la croissance des grandes économies a été moins synchronisée que l'année précédente. La croissance du PIB des États-Unis s'est accélérée, passant de 2,2 % en 2017 à 2,9 % en 2018, à la faveur d'une politique budgétaire expansive. En revanche, un certain nombre d'économies émergentes ont marqué le pas suite au ralentissement de la croissance en Chine. La croissance du PIB de la zone euro s'est également ralentie, passant de 2,5 % en 2017 à 1,8 % en 2018. Le ralentissement observé au deuxième semestre de l'année dernière a été plus marqué que prévu. Il s'explique notamment par la récession en Italie et par la baisse sensible de la production automobile allemande. De plus, les entrepreneurs et les consommateurs ont adopté une attitude plus attentiste en raison des tensions observées dans les échanges internationaux et de l'absence d'accord sur le Brexit.

confiance est tel qu'on s'attend à un ralentissement de la croissance plus important que dans nos prévisions de septembre : les prévisions de croissance de la zone euro pour l'année 2019 ont ainsi été revues de 1,8 % à 1,5 %.

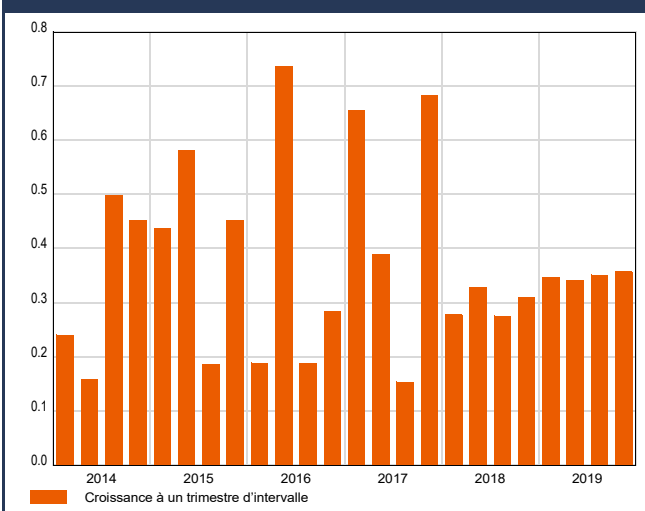
... et entraîne, via les exportations, un ralentissement de la croissance de l'économie belge

L'économie belge a été affectée par le ralentissement conjoncturel européen ; sa croissance a dès lors fléchi de 1,7 % en 2017 à 1,4 % en 2018. La croissance des exportations continuerait de ralentir cette année, tandis que la demande intérieure s'intensifierait sous l'impulsion de la consommation des particuliers et des investissements des entreprises. Par conséquent, la croissance de l'économie belge en 2019 devrait en moyenne être légèrement supérieure à 0,3 % par trimestre et s'établir à 1,3 % sur base annuelle.

Compte tenu de l'environnement international moins porteur, la croissance en volume des exportations belges a fléchi à 3,5 % en 2018. Toutefois, la croissance des importations ayant été encore plus faible, les exportations nettes ont contribué positivement à la croissance économique. Pour 2019, on s'attend à un nouveau tassement de la croissance des exportations (2,7 %). La croissance des importations devrait légèrement s'accroître grâce au regain de dynamique de la demande intérieure. Par conséquent, les exportations nettes devraient contribuer négativement à la croissance économique. Le solde des opérations courantes de la balance des paiements resterait néanmoins pratiquement à l'équilibre grâce à la baisse du prix du pétrole.

La progression du revenu disponible réel des particuliers est estimée à 1,2 % en 2018. Le pouvoir d'achat a été soutenu par une importante création d'emplois et par des mesures fiscales, mais l'indexation des salaires et des allocations sociales est restée à la traîne par rapport à l'inflation. Pour 2019, on s'attend à un accroissement plus marqué du pouvoir d'achat, de l'ordre de 2,1 %, en raison de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques (dans le cadre du tax shift) et d'une indexation plus élevée des salaires dans le secteur privé, combinée à un ralentissement de l'inflation. En 2018, les dépenses de consommation ont crû

Évolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En raison de la nette diminution de la relance budgétaire, l'économie américaine a maintenant aussi dépassé son pic conjoncturel ; la croissance du PIB des États-Unis devrait ralentir à 2,5 % cette année. En ce qui concerne l'Europe, le recul de plusieurs indicateurs de

(0,8 %) plus lentement que le revenu disponible ; et avec une croissance en volume de 1,6 % en 2019, elles s'adaptent progressivement à l'accroissement des revenus, si bien que le taux d'épargne des particuliers devrait augmenter pour la troisième année consécutive. Quant aux investissements en logements, ils devraient croître de 1,6 % cette année, à la faveur de taux d'intérêt toujours bas.

La détérioration de la conjoncture internationale n'a, jusqu'à présent, que peu affecté la confiance des producteurs belges, même si la croissance en volume des investissements des entreprises n'a pas dépassé 1,4 % en 2018. Le contexte actuel reste propice à l'investissement en raison de la forte rentabilité et des conditions de financement favorables. En outre, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est, depuis plusieurs années déjà, supérieur à sa moyenne historique, ce qui accroît les besoins en investissements d'expansion. Par conséquent, la croissance des investissements des entreprises grimperait cette année à 2,7 %.

Compte tenu des mesures dont les modalités sont suffisamment claires, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1,1 % cette année. La forte croissance en volume des investissements publics en 2018 (11 % selon les estimations) est attribuable tant aux pouvoirs locaux, à l'approche des élections communales, qu'aux Régions et Communautés. En 2019, cette croissance en volume ne devrait plus dépasser 0,9 %, compte tenu du repli des investissements des pouvoirs locaux.

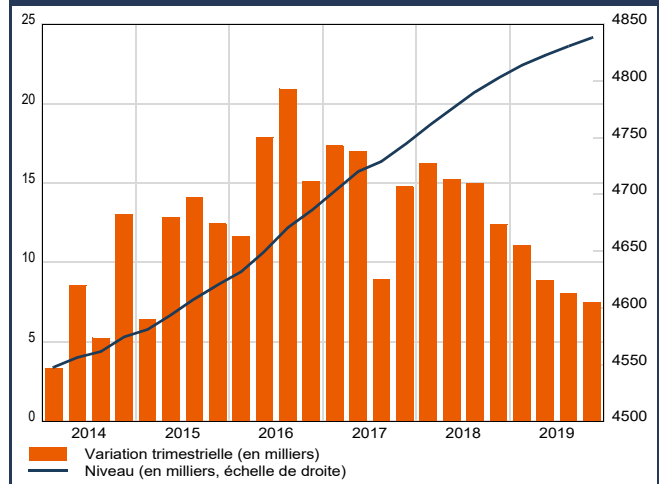
En dépit d'un léger fléchissement, la croissance de l'emploi reste soutenue

Au cours des trois dernières années, l'emploi intérieur a progressé de 181 000 personnes. Cette progression ne s'explique pas uniquement par l'embellie conjoncturelle ; elle a également été soutenue par les mesures prises depuis 2015 pour réduire le coût du travail, lesquelles ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand. Au cours de cette période, l'emploi du secteur marchand a progressé de 1,5 % par an en moyenne et le nombre d'heures travaillées de 1,7 %. Le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) a reculé de 112 000 personnes ; le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) est passé de 8,5 % en 2015 à 5,9 % en 2018.

La croissance de l'emploi du secteur marchand devrait progressivement fléchir dans le courant de l'année, sous l'effet conjugué du ralentissement conjoncturel et de la légère progression des gains de productivité. Toutefois, l'emploi intérieur devrait, cette année encore, af-

figurer une augmentation soutenue (+44 000 personnes), presque exclusivement sous l'impulsion du secteur marchand. Compte tenu de la légère accélération de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs se replie moins fortement (-22 000 personnes) qu'au cours des trois dernières années. Le taux de chômage (définition Eurostat) diminuerait à 5,5 %.

Évolution trimestrielle de l'emploi intérieur
Données corrigées des variations saisonnières



Ralentissement de l'inflation grâce au recul du prix du pétrole

Tant l'inflation (2,1 %) que la croissance de l'indice santé (1,8 %) ont évolué au même rythme en 2017 et 2018. Au cours de ces deux années, l'inflation sous-jacente a été relativement stable et le prix du baril de Brent en euros a augmenté de plus de 20 %.

Ces derniers mois, le prix du pétrole a nettement baissé. Le prix de l'électricité a également quelque peu diminué, maintenant que les craintes de pénurie d'électricité pendant les mois d'hiver se sont largement dissipées. Néanmoins, l'inflation sous-jacente devrait légèrement s'accroître dans le courant de l'année suite à l'accélération de la croissance du coût du travail par unité produite observée depuis 2017. Au total, l'inflation devrait ralentir à 1,6 % cette année.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par la baisse du prix de l'essence et du diesel, serait légèrement supérieure (1,7 %) à l'inflation cette année. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (107,20) serait dépassé en novembre 2019.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2016	2017	2018	2019
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.1	0.8	1.6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.2	0.6	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	3.8	1.8	2.1	2.3
Dépenses nationales totales	2.1	1.1	0.7	1.5
Exportations de biens et services	7.6	5.0	3.5	2.7
Importations de biens et services	8.5	4.3	2.7	2.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.5	0.6	0.7	-0.2
Produit intérieur brut	1.5	1.7	1.4	1.3
Indice national des prix à la consommation	2.0	2.1	2.1	1.6
Indice santé	2.1	1.8	1.8	1.7
Revenu disponible réel des particuliers	1.2	1.4	1.2	2.1
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.3	11.5	11.9	12.3
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	58.9	64.5	58.1	44.3
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.9	7.1	5.9	5.5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.6	0.7	0.0	0.0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	110.6	113.0	118.1	115.2
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.4	0.7	0.7	0.9